Solidaires Finances Publiques 31
Section de la Haute-Garonne

Section de Haute-Garonne

La force de tous les agents de la DGFiP

Toulouse, le 15/02/2019

Vendredi 15 février 2019
L'huissier de la honte à la Cité

Ce vendredi, 15ème jour d'action à la Cité, nous avons vu débarquer devant l'entrée des personnels une partie du « staff » de la direction (mais pas le DRFiP…) accompagnée de quelques chefs de services et… d'un huissier venu constater que l'entrée des personnels était bloquée.
Cela nous conduit à chaud à quelques commentaires.

Le premier est d'ordre moral et humain et ce n'est pas se saisir d'un drame que de l'évoquer. Mais que la direction ait choisi ce vendredi pour entamer cette action répressive, jour des obsèques auxquelles nos organisations sont bien entendu représentées, d'un militant syndical historique de FO DGFiP 31 n'est pas maladroit mais simplement honteux. Est ce là un des signes de l'humanité dont se prévaut notre directeur depuis son arrivée ?

Ensuite nous avons réclamé aux membres de la direction de faire un constat contradictoire avec l'huissier en faisant le tour de l'ensemble du bâtiment. Ils l'ont refusé, ce qui dans une administration dont l'examen contradictoire est un des fondamentaux est tout simplement inadmissible.

Ce constat, que nous réservons à toute suite juridique ou administrative qui serait donnée, aurait permis d'autres démonstrations. Nous craignons que la première ait avant tout été une forme manifeste d'incompétence managériale depuis maintenant 3 semaines.

Enfin, nous avons constaté, les membres de la direction et plusieurs chefs de service étant présents dans le hall d'accueil du bâtiment, qu'à 8h30, heure légale d'ouverture, ils n'avaient pas ouvert la porte alors qu'ils avaient toute liberté de le faire. Et ce sont les agents présents (grévistes ou attendant l'AG de 9h30) qui ont renseigné, à l'extérieur du bâtiment, les usagers qui étaient empêchés d'entrer. Au demeurant les membres de la direction ont tout autant entravé l'exercice du droit syndical alors que nous souhaitions entrer dans le bâtiment pour rejoindre le local syndical.

Nous voyons là qu'il y a toujours matière à débattre dès que l'on « invite à la table » le droit et la menace en lieu et place de la transparence et des négociations.

Et nous élargissons ce propos sur l'illégalité dans une lettre que nous allons adresser au Directeur Général et au Directeur Interrégional. Une lettre dans laquelle nous poserons la question du traitement par l'administration des illégalités en fonction des grades et des situations...

Parce que dans l'action depuis 3 semaines, avec des modalités votées tous les jours en AG, les agent-e-s de cette direction marquent leur volonté de défendre le service public qu'ils servent depuis de longues années et qu'ils/elles estiment en très grand danger de destruction.

Cette action est donc non seulement légitime, mais elle est vitale, honorable et respectable. Et ce ne sont pas les populations qui nous contrediront, elles qui demandent plus de justice fiscale et plus de services publics à longueur des débats ouverts par le Président de la République.

Alors puisque le DRFiP nous menace de plus en plus ouvertement, répondons-lui par la force de notre mouvement, par notre unité et par notre solidarité.

Retour sur la journée du 14 février

Dans le cadre de la troisième semaine de mobilisation à la DRFIP31, après les blocages quotidiens à la Cité et ceux mardi sur plusieurs sites (Rangeuil, Cité, Muret, Carmes, St Gaudens, Mirail), la journée de ce jeudi a été un nouveau moment d'amplification de l'action en Haute-Garonne. Plusieurs autres départements sont mobilisés également ce jour dans le pays à l'appel de l'intersyndicale nationale (voir site national).

Ce jeudi 6 des plus gros sites du département étaient bloqués par les grévistes et les assemblées générales ont reconduit par vote la grève et le blocage (vendredi Cité et mardi pour d'autres sites).
Une assemblée générale s'est tenue à la Direction en présence de plus de 150 agents mobilisés pour discuter de la poursuite de la mobilisation et ses modalités dans les prochains jours.

Mais il n'y a pas que les Centres des Finances Publiques qui sont dans l'action, les personnels de la Paierie Départementale, Paierie Régionale, Recette municipale et Trésorerie du CHU ont ainsi déposé des pétitions sur les projets d'externalisation de missions et d'agences comptables.

La situation nationale de la DGFIP, avec ses effets destructeurs sur les effectifs et les services, est au cœur des revendications ainsi que les enjeux Fonction Publique avec les craintes sans précédent que les mesures annoncées hier par le Gouvernement font naître.

Un secrétaire national de *Solidaires Finances Publiques*, Stéphane Pardon, était présent sur les piquets de grève du Mirail puis de la Cité avant de s'exprimer à l'AG de la Direction pour apporter le soutien du Bureau National et donner une dimension plus large à notre action.

L'intersyndicale sera reçue par le DRFiP lundi prochain et nous pensions que cela porterait sur les revendications locales. Le moins qu'on puisse dire est qu'il place cette rencontre sous le signe de l'affrontement. Nous y ferons face sans aucune crainte et avec une grande détermination.

Poursuivons l'action : rendez-vous lundi

Nous poursuivons la mobilisation, historique dans notre secteur, avec énergie et combativité et sommes en première ligne de la mobilisation nécessaire à la DGFIP et à la Fonction Publique.
C'est notre honneur d'être présents quand l'histoire sociale et de notre administration nous fixe un rendez-vous que l'on peut qualifier de mortel si l'on ajoute les réformes de la DGFiP et celles de la Fonction Publique. Mais nous ne sommes pas seuls et beaucoup de départements sont dans l'action et/ou l'amplifient ce qui sera sans doute le cas encore plus quand les premiers finiront leur période de congés. Quant à nous, quelles qu'en soient les formes nous n'arrêterons ni la semaine prochaine, ni celles qui suivent même si ce sera une période de vacances scolaires. Et nous avons deux buts :
– aider à stopper les réformes au plan national et y faire aboutir nos revendications générales ;
– obtenir des avancées concrètes et significatives sur nos revendications locales.

Mais là il nous faut en plus répondre à la menace de la direction matérialisée ce vendredi.
Dès la première heure ce vendredi les secrétaires généraux de Solidaires et CGT ont saisi le DG à la fois pour qu'il lève les menaces et qu'il réponde aux revendications nationales et locales des personnels.
Lundi matin le DRFiP veut nous rencontrer à 10h30. Alors réunissez-vous partout en AG pour décider de la réponse collective à lui apporter... au plus près…

On lâche rien